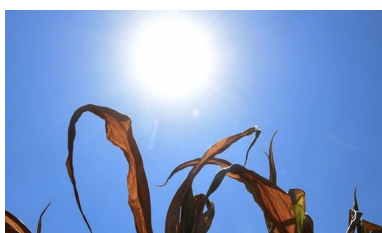


<http://www.pressegauche.org/Canicules-inondations-feux-de-foret-changeons-le-systeme-pas-le-climat>



Canicules, inondations, feux de forêt : changeons le système, pas le climat !

- Politique canadienne - Environnement -



Date de mise en ligne : mardi 9 octobre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

tiré de : Infolettre octobre 2018 De Alternative Socialiste

Près 90 personnes sont mortes au Québec en raison de la canicule de juin et juillet 2018. Cette vague de chaleur extrême est la pire depuis 2010. La population du Québec a vécu un autre phénomène exceptionnel l'an dernier lors des inondations printanières. L'été 2018 est aussi celui où les feux de forêt en Colombie-Britannique et en Californie ont été les plus dévastateurs. Ces crises environnementales sont des symptômes locaux d'un réchauffement climatique global. De la Sibérie jusqu'en Algérie, on enregistre des records de chaleur partout sur la planète.

Le marché est incapable de résoudre la crise environnementale

Aucune personne sensée ne peut nier le rôle que joue le secteur des combustibles fossiles, axé sur le profit, dans la crise environnementale actuelle : 90 sociétés sont à l'origine de 2/3 des changements climatiques d'origine humaine ! Les profits très élevés qui proviennent de l'exploitation des mines et des combustibles fossiles agissent comme un frein dans la recherche et le développement de sources d'énergie alternatives. Pourquoi ces compagnies qui, dans la pratique, dictent la marche des politiques énergétiques nuiraient-elles à leur profitabilité en développement des énergies vertes ?!

Certaines le font tout de même. Or, si l'investissement dans les énergies renouvelables paraît profitable pour certaines entreprises, le développement de ces énergies ne s'est pas accompagné d'une baisse des émissions de CO₂. Selon le Global Carbon Project, ces émissions ont plutôt augmenté de 2% en 2017, après une période de stabilisation de trois ans due en partie au ralentissement de l'économie chinoise. Si la situation actuelle perdure, plusieurs équipes de scientifiques prédisent que la Terre pourrait franchir un point de rupture. Elle se transformerait en « étuve » incontrôlable d'ici quelques décennies.

Pourquoi sommes-nous incapables de régler ce problème ? Parce que le capitalisme et l'économie de marché constituent les véritables obstacles à la réduction des émissions de CO₂ et à la lutte aux changements climatiques.

La majorité écope

Qui écope le plus des changements climatiques ? Qui doit migrer parce que leur coin de pays devient invivable ? Qui ingère ou respire les produits chimiques que rejette l'usine en face de chez eux ? Qui décède davantage durant les canicules ? Qui se retrouve à tout perdre tout lors d'inondations ou de feux de forêt ? Les travailleurs, les travailleuses et les personnes les plus vulnérables.

L'histoire des luttes nous montre que seuls des mouvements de masse qui demandent des actions concrètes et immédiates sont en mesure d'arrêter les plans polluants des entreprises et des gouvernements qui les défendent. La résistance populaire partout au Canada, en particulier en Colombie-Britannique, contre la construction du pipeline Kinder Morgan montre comment la solidarité des militant·e-s, des syndiqué·e-s et des peuples des Premières Nations peut faire reculer les multinationales. Les libéraux de Justin Trudeau ont toutefois montré leur vrai visage - celui de la soumission aux intérêts pétroliers et du mépris des droits des peuples autochtones - en achetant le pipeline pour 4,5 milliards \$ (avec un coût supplémentaire de construction estimé à 9,3 milliards \$). Cet achat du gouvernement retire tous les risques pour Kinder Morgan et les transfère sur le dos des Canadiens et des Canadiennes sans leur avoir demandé leur avis.

Tous ces milliards investis dans le réchauffement climatique ne garantiront que 90 emplois permanents. Imaginez combien d'emplois durables et de qualité un tel investissement dans les énergies renouvelables, les transports en commun, la construction de logements abordables et la rénovation écologique des habitations pourrait garantir !

Pour un contrôle démocratique des ressources

Les capitalistes et les gouvernements qui les défendent évitent habituellement les investissements publics pour lutter contre les émissions de CO2. Dans le meilleur des cas, ils s'appuient sur des systèmes d'échange de droits d'émission (bourse du carbone) et des incitations privées. Ils finissent néanmoins par abandonner ces mesures à l'instant où ils le peuvent, comme le gouvernement ontarien de Doug Ford vient de le faire.

L'alternative au gaspillage et à la pollution capitaliste réside dans le contrôle public et démocratique des ressources naturelles. L'énorme richesse contrôlée par les investisseurs capitalistes ainsi que les commandes de l'industrie de l'énergie doivent être mises sous contrôle public et démocratique si nous voulons qu'elles prennent le chemin des énergies propres. Une planification socialiste est nécessaire pour orienter la production sur la base des besoins humains et non du profit. Seule une telle planification peut orienter la production sur la base des intérêts de la collectivité et non d'une poignée d'individus. De cette manière, les communautés qui dépendent des emplois dans le secteur des combustibles fossiles pourront reconverter ces emplois selon leurs besoins.

Pour éviter d'autres morts inutiles ou pour empêcher d'autres déversements pétroliers, bâtissons des mouvements de lutte massifs contre les projets pétroliers et pour des services publics verts, gratuits et de qualité !

Julien D.